

Rapport annuel 2010

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

2010

swiss
peace

swisspeace est un institut associé
de l'Université de Bâle et membre
de l'Académie suisse des sciences
humaines et sociales



Membre de l'Académie suisse
des sciences humaines et sociales
www.assh.ch

swisspeace Rapport annuel 2010

Exemplaires: 2000 en allemand, 500 en français, 900 en anglais

Editeur: swisspeace – Fondation suisse pour la paix

Sonnenbergstrasse 17, CH-3000 Berne 7

Tél. +41 (0)31 330 12 12

Fax +41 (0)31 330 12 13

info@swisspeace.ch

www.swisspeace.org

Rédaction: Liliana Rossier, Christa Dold

Graphisme: Jenny Leibundgut, Berne

Traduction: Jean-François Zurbruggen

Impression: Burkhardt AG, Berne

Table des matières

Liste des abréviations	4
Période de changement, période d'opportunités	5
Une année pleine d'allant	6
Analyse et impact de la promotion de la paix	8
Etats et conflits: un nouveau domaine déjà bien enraciné	10
Traitement du passé: une approche holistique et actuelle	12
Soutien des médiateurs dans les processus de pacification	14
Acteurs du secteur privé dans la promotion de la paix	16
NCCR et école doctorale Nord-Sud	17
Le KOFF étend son rayon d'action	18
BEFORE: entre quasi-résignation et euphorie	20
Dialogue humanitaire dans le Caucase du Nord	21
Profil plus tranché pour swisspeace	22
Collaboratrices et collaborateurs 2010	23
Publications en 2010	24
Foundation Board 2010	26
Conseil consultatif scientifique et Business Advisory Board 2010	27
Comptes annuels 2010	28
Association de soutien: investissez dans un avenir plus pacifique!	30

Liste des abréviations

ASSH	Académie Suisse des sciences humaines et sociales
B&P	Business & Peace
3C	Coherent, Coordinated, Complementary
CIDHG	Centre International de Déminage Humanitaire, Genève
CSS	Centre de recherches en politique de sécurité, EPF Zurich
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DP IV	Division politique IV (DFAE)
DwP	Dealing with the Past
EPFZ	École polytechnique fédérale de Zurich
FEPS	Fédération des Églises protestantes de Suisse
FEWER	Forum on Early Warning and Early Response
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
GCSP	Centre de politique de sécurité – Genève
HDNC	Humanitarian Dialogue for Human Security in the North Caucasus
IGS	International Graduate School North-South
KOFF	Centre pour la promotion de la paix
MSP	Mediation Support Project
NADEL	Postgraduate Course on Developing Countries, EPFZ
NCCR	National Centre of Competence in Research North-South
ONG	Organisation non gouvernementale
PMGL	Peace Mission of General Lebed
RP	Research Project (NCCR North-South)
RPP	Reflecting on Peace Practice
USIP	United States Institute of Peace
UV	Association de soutien de swisspeace



Ces dernières années, l'idéal de la résistance non violente active a été cultivé chez nous tout au plus par de petits groupes politiques de militants et a par moments paru légèrement empoussiéré. Et voilà que son énorme potentiel d'impact se fait jour précisément en un lieu où l'opinion mondiale l'attendait le moins: les bouleversements en Afrique du Nord jettent un nouvel éclairage sur la compréhension de la paix, de la justice et de la démocratie.

Les initiateurs du mouvement Facebook égyptien des jeunes du 6 avril et leurs sympathisants tunisiens avaient étudié en détail le concept de la résistance non violente en prélude à leurs démonstrations soigneusement orchestrées et déclaré que le «changement non violent» était l'objectif de leurs activités. Simultanément, par leurs mots d'ordre et leurs actions, ils ont souligné que la liberté, la justice et la paix n'avaient rien de commun avec la «stabilité» de leurs régimes autocratiques, si commode pour la politique occidentale.

Pour les Etats occidentaux et leurs politiques de promotion de la paix et étrangère, cette réalité pourrait aussi amener de profonds bouleversements. A l'avenir, les Etats-Unis et l'Europe seront certes davantage contraints de réexaminer leur politique contradictoire au Proche-Orient. La question de l'attitude à adopter vis-à-vis des groupes islamistes se posera plus fréquemment sur cette toile de fond. Même s'ils ne partagent pas toutes les valeurs occidentales, ces groupes

sont considérés par beaucoup comme légitimes dans ces sociétés. Eux aussi aspirent à prendre une part active à la vie publique. En cas d'évolution favorable, des formes de gouvernement participatives et novatrices pourraient en résulter. Finalement, les mouvements migratoires qui s'amorcent après la chute des autocrates montrent bien qu'au XXI^e siècle les fils de fer barbelé, les interventions policières et les murs sont vains face aux grands enjeux de l'époque. Nombre de jeunes ne devraient rester dans leurs pays que dans la mesure où leurs conditions de vie s'améliorent rapidement et où de nouvelles perspectives s'ouvrent à eux.

Des acteurs politiques comme la Suisse peuvent contribuer à la transition des sociétés égyptienne, tunisienne et libyenne vers une démocratie pacifique et pluraliste et à la participation de groupes jusqu'ici défavorisés au développement économique. Il convient désormais de soutenir les forces de la société civile et de créer un espace pour le dialogue important entre la société civile, l'armée et les gouvernements. Traitement du passé, processus de construction de l'Etat et compétences de médiation deviennent les grands défis de la transition. Et dans ce domaine, swisspeace a beaucoup d'expertise et d'expérience pratique à offrir.

Hans-Balx Peter
Président

2010 a été une année bénéfique pour swisspeace. Une stratégie en prise sur l'avenir et de nouvelles structures organisationnelles ont donné un bel allant et un nouveau profil à la Fondation pour la paix sans qu'elle ait pour autant perdu les caractéristiques qui ont fait son succès. Les relations avec des partenaires majeurs ont été consolidées et l'échange entre la recherche et la pratique a été intensifié.

Ferme résolution de développer quatre thèmes clés, meilleure imbrication structurelle entre recherche et pratique et création d'un nouvel échelon intermédiaire de direction: voilà en quoi consistent les changements majeurs intervenus depuis le 1er janvier 2010 à swisspeace. Après douze mois seulement, il va de soi qu'il n'est pas encore possible d'évaluer si les objectifs liés à ces changements – une plus grande expertise, davantage d'effets de synergie, de participation et d'efficacité – sont tous atteints. Les premières expériences et les premiers échos de l'extérieur sont toutefois des plus prometteurs.

Nouveaux réseaux et activités

Un dynamisme remarquable a caractérisé les activités extérieures de swisspeace en 2010. La Fondation pour la paix a pu décrocher plusieurs mandats de conseil importants et obtenir l'appui de part-

naires pour le renforcement des capacités. La palette des donneurs d'ordre a compris des protagonistes des domaines d'activité les plus variés de la promotion de la paix, allant d'institutions publiques comme DFAE (DDC et DP IV) à des organisations internationales comme le Groupe de soutien à la médiation de l'ONU (UN Mediation Support Unit), en passant par des ONG suisses et leurs partenaires en zones de crise. Les mandats en question permettent à swisspeace de tester des approches théoriques sur le terrain et de tirer parti d'expériences pratiques pour le développement de concepts de paix. swisspeace peut du même coup, avec ces processus, s'impliquer dans l'aménagement de la promotion de la paix de ses partenaires.

A l'interne également, un renouveau allant de pair avec une grande motivation de tous a été perceptible parmi les collaboratrices et les collaborateurs de swisspeace. L'échange et la coopération entre les domaines et les projets ainsi qu'entre les divers échelons de responsabilité ont pu être notablement améliorés. Les cadres intermédiaires nouvellement institués se sont consacrés à leurs missions avec beaucoup d'empressement et ont contribué à bien intégrer leurs équipes dans des processus et débats centraux. Les personnes venues grossir les rangs de swisspeace en cours d'année ont en outre apporté un plus. Elles ont apporté un nouveau savoir-faire important et ont étendu notre réseau de relations.



Etendre la recherche

Le développement institutionnel majeur au chapitre des activités de recherche de swisspeace a pris la forme d'un nouveau contrat d'association conclu avec l'Université de Bâle. A l'avenir, les deux institutions collaboreront plus étroitement encore dans la recherche et l'enseignement. Près d'un tiers de l'effectif de swisspeace a travaillé dans la recherche en 2010, principalement au niveau doctorant et post-doctorant. Les collaboratrices et collaborateurs ont pris part aux débats scientifiques en cours moyennant des publications et des présentations lors de conférences. Que des organes gouvernementaux, des organisations internationales et des médias recherchent régulièrement l'expertise de notre personnel montre bien le haut degré d'estime dont jouit swisspeace dans la société.

En 2010, fidèle à sa philosophie, swisspeace a pu sensibiliser un public intéressé à la promotion de la paix. Mentionnons avant tout ici trois événements publics qui tous ont suscité un vif intérêt et ont été très bien fréquentés, attirant jusqu'à 250 participants. Sont venues s'y ajouter de nombreuses interventions publiques, conférences et participations à des débats, sans oublier des interventions devant des commissions parlementaires, la KOFF Newsletter mensuelle et une refonte complète du site web.

Défis futurs

Bien sûr, tous ces développements ne découlent pas de la nouvelle stratégie. Ils sont le fruit d'un travail de longue haleine et d'une équipe en bonne harmonie, dont les membres se complètent judicieusement en termes d'expérience et de compétences. Mais nous sommes convaincus que la nouvelle orientation et les objectifs de développement visés nous ont permis de développer l'esprit d'équipe à l'interne et de gagner en profil vers l'extérieur. Reste évidemment à prouver que ce bénéfice est durable et que nous parviendrons à atteindre les objectifs de développement à long terme. En 2011 swisspeace devra à nouveau relever un large éventail de défis. Certains concernent la consolidation interne, le développement et le financement, les autres visent à rehausser le potentiel de synergie entre la recherche et la pratique pour accroître encore notre influence dans la conception et la mise en œuvre d'une politique de paix efficace.

Direction:

Laurent Goetschel

Heinz Kruppenacher

Anita Müller



Au cours de sa première année d'existence, le domaine thématique Analyse & impact de la promotion de la paix a rempli de nombreux mandats, propagé des connaissances et donné des impulsions propres. Le développement et la transmission de méthodes de la promotion civile de la paix constituent son cœur de métier. Les domaines clés – l'analyse de conflit et le «design» de projets sans oublier l'évaluation et la mesure de l'impact – ont pu être approfondis et rendus accessibles à un plus large public.

Les deux priorités thématiques du «design axé sur l'efficacité» et de la «mesure de l'impact» visent à poursuivre le développement des méthodes de la promotion civile de la paix et à les propager chez nous et à l'étranger:

Instruments de l'analyse de conflit

La première priorité revient à des instruments d'analyse de conflit également maniables par les acteurs de terrain dans leurs activités quotidiennes moyennant une identification systématique des «key driving factors» et des «key driving actors» d'un contexte conflictuel. Pour enraciner sur cette base l'orientation vers l'impact et l'efficacité dans la conception de projet, le domaine a par exemple fait appel aux instruments de la RPP (Reflecting on Peace Practice). En 2010, plusieurs formations ont été organisées sur ces aspects méthodologiques: un cours d'une semaine, dans le cadre de la filière postgrade sur les pays en dévelop-

pement (NADEL) de l'EPF de Zurich, sur la promotion de la paix dans la coopération internationale; un cours et un séminaire stratégique pour des organisations de promotion de la paix dans le Caucase du Sud et une formation sur l'approche RPP à l'académie pour la transformation des conflits (Akademie für Konflikttransformation) en Allemagne. Une formation de trois jours «From Analysis to Strategy» destinée aux organisations membres suisses a de plus été tenue au niveau du KOFF.

Sensibilité au conflit et évaluation

Dans le second grand axe d'activité, le travail s'est centré sur la sensibilité au conflit et l'évaluation de projets de promotion de la paix. La sensibilité au conflit est un thème clé du KOFF. En 2010, les questions liées à ce domaine ont été davantage abordées à partir de situations nationales spécifiques, une approche qui a donné de précieuses impulsions aux organisations suisses œuvrant dans ces contextes. Le «Gaza Conflict-Sensitivity Assessment» lancé par le KOFF avec la Coordination des ONG pour Gaza illustre ce propos. Des interviews détaillés d'experts menés à Gaza ont permis de tracer des lignes de conflit au sein de la société; ces dernières ont ensuite fait l'objet d'une analyse quant à leur pertinence et à leur interaction avec des projets de soutien internationaux, ce qui a fait ressortir des options sur la manière de contrer la fragmentation croissante et la scission interne de la société palestinienne. Cet inventaire

créé un fondement important pour le processus stratégique commun piloté par le KOFF et lancé par plusieurs ONG membres pour leurs activités à Gaza.

Le sujet de l'évaluation de projets de promotion de la paix a pu être approfondi à divers échelons. swisspeace est parvenue à améliorer encore son expertise en matière d'évaluation en analysant des projets aux Philippines, dans le sud du Caucase et au Rwanda. En 2011, la Fondation pour la paix poursuivra ses activités sur les enjeux conceptuels des mesures d'impact, par exemple moyennant un lien plus étroit entre analyse de conflit, théories du changement et indicateurs pour l'évaluation d'une intervention. Le KOFF a en outre expérimenté des formats d'évaluation innovants en 2010. Une évaluation interne du programme pour la paix au Burundi du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a été accompagnée de diverses prestations. Il s'est avéré que le format d'évaluation choisi recelait un intéressant potentiel et convenait pour des processus d'apprentissage confidentiels à l'échelon multi-acteurs et pour faire l'articulation entre connaissances spécialisées et compétences décisionnelles.

Au-delà de ces mandats, le domaine a organisé plusieurs formations sur la mesure de l'impact et l'évaluation, par exemple lors du Swiss Peacebuilding Training Course du Pool d'experts suisse pour la promotion de la paix. Le KOFF a aussi reconduit le cours intitulé Evaluating Peacebuilding Projects.

Bien paré pour l'avenir

Même s'il est tout récent, le domaine thématique Analyse & impact de la promotion de la paix a déjà connu quelques changements d'effectif en 2010: il a un nouveau directeur depuis le mois d'août et, dès octobre, recevra le soutien d'une nouvelle collaboratrice et d'une collaboratrice associée supplémentaire. L'équipe est ainsi bien parée pour relever les défis de l'année suivante. On peut d'ores et déjà s'attendre à ce que les priorités thématiques se centrent plus encore sur la mise en œuvre dans des contextes nationaux spécifiques. On pense notamment au Liban, à la Palestine/Israël, au Soudan et au Libéria à cet égard. Il conviendra enfin d'intensifier les efforts visant à un apprentissage commun entre protagonistes de terrain.

Roland Dittli
Responsable du programme Analyse & impact
de la promotion de la paix



Etats et conflits: un nouveau domaine déjà bien enraciné

Le domaine «Etats et conflits» a été créé en janvier 2010. Il est le prolongement des recherches menées depuis 2005 pour le compte du NCCR Nord-Sud sur la nature et le rôle des états dans des régions en conflit ou en situation de post-conflit. Quels sont les liens entre violence armée, guerre civile, conflit et formation des états? Comment intervenir dans des situations de post-conflit pour soutenir des processus de recomposition des états? Telles sont les questions qui orientent les activités de ce domaine, tant dans la recherche que dans la pratique.

Depuis la fin de la Guerre froide, le problème de la gouvernance des états dits «faibles» ou «en faillite» est d'une grande actualité. Souvent, c'est de façon très normative que la question est abordée, les états dans les pays du Sud étant «mesurés» par rapport au modèle occidental. Or, il est essentiel d'aller au-delà d'un diagnostic normatif qui consisterait à étiqueter ces états et à les classer en fonction de leur degré de «faiblesse». Il faut plutôt s'attacher à comprendre comment ils fonctionnent et comment se négocient les équilibres de pouvoir dans des contextes marqués par une pluralité d'ordres juridiques et politiques.

Recherche

Dans le cadre du NCCR Nord-Sud et d'un projet (ProDoc) soutenu par le Fonds national de la recherche scientifique, ce sont une dizaine de chercheurs, basés en Suisse et dans les pays partenaires de

nos projets, qui traitent différents aspects de cette problématique. En 2010, deux thèses portant sur la Côte d'Ivoire ont été terminées. L'une, soutenue à l'Université de Bâle, offre une histoire politique du concept de citoyenneté et l'autre, déposée à l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire), propose une analyse sociologique des «Jeunes patriotes», ce mouvement de soutien à Laurent Gbagbo. Les recherches sur ce pays continuent avec une équipe qui se penche sur le redéploiement de l'état ivoirien dans trois villes du nord contrôlées par les rebelles de 2002 à 2007.

Nous suivons de près également la situation au Soudan dans la perspective notamment de l'indépendance du Sud-Soudan en 2011. Une doctorante travaille sur les nouveaux équilibres de pouvoir au Sud-Soudan sur la base d'une étude de cas dans l'état du Northern Baral-Ghazal. Une autre recherche porte sur le conflit au Darfour, plus précisément sur la campagne Save the Darfur et sur son appropriation par les différents acteurs du conflit. La question des normes internationales et de leur application sur le terrain est aussi abordée dans un travail portant sur la justice transitionnelle au Burundi et son influence sur la recomposition de l'état depuis la fin de la guerre civile.

En Ethiopie, les recherches portent depuis plusieurs années sur les effets au niveau local de la décentralisation et du fédéralisme ethnique. Suite au décès subit de l'un des doctorants éthiopiens du pro-

gramme, l'étude lancée en 2007 sur la décentralisation dans la région Oromia ne pourra pas être menée à terme. Mais une partie des résultats pourra toutefois être publiée dans des articles scientifiques. Un nouveau doctorant et un post-doctorant ont rejoint le programme pour approfondir la réflexion sur le thème. Ils se pencheront sur la façon dont se négocie la décentralisation en milieu urbain.

Enfin, une doctorante basée à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève analyse l'impact qu'ont sur les femmes et leur accès à la sphère publique divers programmes de lutte contre la pauvreté au Pérou et en Bolivie. Et deux anciens doctorants du NCCR Nord-Sud travaillent sur les aspects institutionnels des conflits liés aux ressources naturelles dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Ouest.

Diffusion et échange avec la pratique

Tous ces travaux de recherche ont fait l'objet de nombreuses présentations lors de colloques scientifiques ou de rencontres d'expert(e)s. La revue *Development and Change* a publié un dossier spécial intitulé *Negotiating Statehood. Dynamics of power and domination in Africa* sortira également sous forme de livre en avril 2011. Grâce au partenariat avec l'Université de Bâle, des activités régulières d'enseignement permettent en outre de valoriser ces recherches auprès des étudiant(e)s.

Si le domaine «Etats et conflits» s'est développé principalement dans et par la recherche, ses activités ne se limitent pas à cela. Ainsi le mandat de soutien aux activités de la Division politique IV du Département fédéral des affaires étrangères à propos de son travail auprès des autorités traditionnelles au Soudan a été reconduit en 2010. En outre la doctorante travaillant sur le Sud-Soudan a également été engagée sur des mandats pour le United States Institute of Peace (USIP) et le Rift Valley Institute, ainsi que pour l'ONG Concordis. La plateforme Internet consacrée au Soudan s'impose peu à peu comme site de référence sur ce pays.

Par ailleurs, des contacts ont été établis en 2010 avec la Direction du développement et de la coopération (DDC), la DP IV et des ONG membres du KOFF afin de mettre sur pied, en 2011, une plateforme d'échange entre recherche et pratique sur les états dits «fragiles».

Didier Péclard

Responsable du programme Etats et conflits



Traitement du passé: une approche holistique et actuelle

Dans les activités qu'elle mène à l'enseignement «Dealing with the Past», la Fondation suisse pour la paix poursuit une approche holistique, en théorie et sur le terrain. En 2010, c'est l'appui octroyé au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et aux organisations membres du KOFF qui a été mis en avant. Au Burundi, un projet de recherche a analysé les rapports entre le traitement du passé et la construction de l'Etat.

Organisée et animée par swisspeace à Berne en octobre 2010, la rencontre publique «Seeking Justice, Building Peace» a attiré un large public venu écouter les orateurs de marque se succédant sur l'estrade. Depuis des années, les débats sur les relations entre la justice et la paix sont très émotionnels et mènent des fois à des impasses. Après la rencontre à Berne, les participants au débat – deux directeurs d'organisations internationales de défense des droits humains, un médiateur et une représentante du DFAE – ont évoqué une «nouvelle qualité» de dialogue. Au lieu d'opposer la justice et la paix, ils ont cherché des pistes créatives pour savoir comment militants des droits humains et médiateurs pouvaient s'épauler les uns les autres dans des négociations de paix. Une vision globale de la gestion des torts commis et des atteintes massives aux droits humains a permis de poser d'anciennes questions sur des bases inédites et de réfléchir en dépassant les approches d'intervention usuelles.

Consultations pour le DFAE

Dans ses activités dites Dealing with the Past (DwP), swisspeace adopte une approche holistique systématique. Cela signifie qu'elle est attentive non seulement aux mécanismes de droit pénal mais encore aux autres champs d'intervention jouant un rôle majeur dans la satisfaction des besoins des victimes après des conflits violents et sous-tendant la non-répétition des torts commis. Dans ses efforts de compréhension globale du traitement du passé, swisspeace coopère étroitement, depuis plusieurs années, avec la Division politique IV (DP IV) du DFAE. En 2010, cette coopération s'est de nouveau articulée autour d'un mandat de soutien des activités du département fédéral dans le cadre du projet KOFF (cf. p. 18–19) de swisspeace. L'attention s'est concentrée à cet égard sur des consultations sur le traitement du passé au Kosovo et sur des mesures d'établissement et de développement d'expertise.

Formations continues pour les acteurs de terrain

En 2010, la conception et la tenue d'une formation continue sur l'approche DwP ont occupé une place centrale parmi les activités concrètes visant à soutenir le DFAE. Ce cours en deux modules d'une semaine chacun était destiné aux responsables de programme de la DP IV et du Pool d'experts suisse ainsi qu'à certains délégués et déléguées de gouvernements et d'organisations non gouvernementales de zones de conflit. Les participants y ont eu l'opportunité unique de discuter de

questions conceptuelles avec des experts internationaux de renom – dont Richard Goldstone, Yasmin Sooka et Carlos Castrejana – et de réfléchir à des défis concrets tirés de leurs activités pratiques actuelles. Le site web www.dealingwiththepast.ch a été conçu pour le cours, lequel sera reconduit en 2011 vu les expériences positives rassemblées.

Des collaborateurs et collaboratrices de swisspeace ont aussi tenu un éventail d'autres séminaires et de formations sur certains aspects de DwP. Citons ici un cours de formation sur les besoins spécifiques des enfants et des adolescents dans le traitement du passé destiné aux organisations membres du KOFF. A la World Peace Academy de Bâle, swisspeace a eu le mandat d'organiser un module d'une semaine dans le cadre du Master of Advanced Studies in Peace and Conflict Transformation.

Intensification de la recherche

Les activités déployées dans le cadre d'une thèse sur les multiples rôles des acteurs à la croisée des intérêts divergents du traitement du passé et du processus de formation de l'Etat au Burundi ont été au cœur de la recherche sur DwP. En 2010, la doctorante concernée a séjourné six mois dans le pays pour interviewer des politiciens et analyser dans quelle mesure les partis politiques, dans leurs campagnes pour les élections de 2010, signalaient les deux mécanismes prévus – la commission Vérité et le tribunal d'exception – pour mobiliser les élec-

teurs. Elle a en outre tenu une conférence à Marburg sur «Power and Words: Power Constellations and Discourses in Transitional Justice Processes». Un autre collaborateur a joué un rôle actif dans le concept d'un numéro spécial de la revue *Politorbis* du DFAE et rédigé plusieurs articles sur l'approche DwP. swisspeace prévoit d'étendre substantiellement ses activités de recherche sur ce sujet à l'avenir et a pris de premières mesures dans ce sens à la fin 2010.

Jonathan Sisson
Responsable du programme Dealing with the Past



Soutien des médiateurs dans les processus de pacification

Dans son programme de médiation, swisspeace met l'accent sur le soutien aux médiateurs et aux parties en conflit dans la recherche de solutions constructives à la table des négociations. Recherche, formation, mise en réseau et contributions directes à des processus de médiation en cours ont été les priorités en 2010. Initiative commune de swisspeace et du Centre d'études sur la politique de sécurité de l'EPF de Zurich, le Mediation Support Project (MSP) accompagne notamment les efforts de médiation du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Les accords de paix entre parties en guerre ne tombent pas du ciel. Pour pouvoir conclure et mettre en œuvre ce genre d'accord, un médiateur impartial est souvent chargé d'accompagner les parties en conflit dans la recherche d'une solution. De tels médiateurs reçoivent de plus en plus souvent le soutien d'unités professionnelles, dites Mediation Supporters, lesquelles fournissent en coulisses un large éventail de services pour augmenter la qualité des activités de médiation. Mais quels résultats concrets le domaine de la médiation de swisspeace a-t-il obtenus en 2010?

Appui à des processus de médiation en cours

Le MSP se voit confier de plus en plus de missions de soutien direct de processus de négociation en cours. Il prodigue des conseils stratégiques à certaines parties en conflit et assure un encadrement individualisé pour gérer des situations de négociation complexes. Si bon nombre de ces activités sont conduites dans la discrétion, d'autres se jouent sous les projecteurs. La Mission des Nations Unies au Népal a par exemple sollicité un appui de ce genre en 2010. De surcroît, certains collaborateurs du MSP ont été directement appelés dans des équipes de médiation. L'un d'entre eux a par exemple fait office de conseiller personnel d'un médiateur de l'ONU régulièrement impliqué dans des négociations de paix réglant un conflit africain spécifique. Ces activités continueront pour la plupart en 2011 car ces prestations de conseil revêtent un rôle clé pendant toute la durée du processus.

Formations

Le domaine de la médiation de swisspeace propose aussi des formations continues aux médiateurs et experts en médiation. D'une durée de deux semaines, le Peace Mediation Course destiné à 25 futurs médiateurs a connu sa troisième édition au printemps 2010. Il a de nouveau constitué le point d'orgue du domaine de la formation. Sont venus s'y ajouter des cours portant sur des pays et des thèmes spécifiques: pendant les élections présidentielles de l'été 2010 en Guinée-Conakry, un cours de perfection-

nement mené sur place a permis à 115 médiateurs locaux de contribuer valablement à empêcher les affrontements violents. Au printemps, le MSP a de surcroît organisé deux jours durant une simulation intensive de médiation sur le processus de paix au Proche-Orient. Des femmes diplomates et des ambassadeurs suisses ont pu y approfondir leur compréhension des activités de médiation.

Médiateurs en réseau

Des médiateurs issus de divers contextes géographiques et thématiques doivent pouvoir apprendre les uns des autres et se rendre mutuellement service. A cette fin, le MSP a fondé voilà quelques années le Mediation Support Network fort aujourd'hui de quelque 15 organisations membres. Ce réseau a tenu deux fois séance en 2010: les participants à la rencontre organisée au printemps en Suède ont réfléchi à la meilleure consolidation possible des capacités de médiation au sein d'organisations en place. A la fin 2010 à Genève, les membres ont échangé leurs expériences sur l'évaluation d'activités de médiation. De nouvelles rencontres sont déjà prévues pour 2011. Le MSP assumera les tâches de secrétariat pour le réseau. Outre ces activités, il a organisé deux tables rondes dans les locaux de swisspeace et contribué à diverses conférences et séminaires internationaux.

Recherche appliquée

La recherche appliquée vise à explorer les activités de médiation passées pour améliorer la qualité de processus en cours

et futurs. Pendant l'année d'exercice, le MSP a rédigé un guide facilitant les comptes rendus d'intervention de médiateurs. L'Institut des Etats-Unis pour la paix (USIP) l'a publié sous le titre «Debriefing mediators to learn from their experiences». La série des «Peace Mediation Essentials» a en outre fait paraître un numéro sur le rôle des acteurs du secteur privé dans les processus de médiation tandis qu'un autre était consacré à la décentralisation dans les négociations de paix.

En 2010, bon nombre des activités du domaine de la médiation ont été fournies dans le cadre du MSP et en étroite collaboration avec le Centre d'études sur la politique de sécurité de l'EPF de Zurich. Le MSP jouit partout d'un fort degré d'estime. Une évaluation externe des activités accomplies ces cinq dernières années par le projet aura lieu en 2011 pour renforcer encore ce travail à l'avenir. Le MSP continuera de jouer un rôle clé dans le domaine de la médiation de swisspeace ces prochaines années. Davantage d'activités dépassant son cadre seront toutefois prévues et réalisées en parallèle.

Matthias Siegfried

Responsable du programme Médiation



Acteurs du secteur privé dans la promotion de la paix

Le programme Business & Peace (B&P) continue d'explorer les possibilités offertes aux acteurs du secteur privé de soutenir les processus de paix. En 2010, il a donné la priorité à un projet de recherche sur le rôle des acteurs économiques dans les processus de médiation. Les résultats obtenus ont enrichi une initiative récente étudiant le rôle d'entreprises suisses dans de tels processus. Le programme a par ailleurs poursuivi ses activités dans le cadre du projet de recherche pluriannuel sur les conditions et avantages et inconvénients du «corporate engagement» dans la promotion de la paix.

Main dans la main avec le Mediation Support Project (MSP), le programme B&P a conduit un projet de recherche sur le rôle des entreprises dans les processus de médiation. Les résultats mettent en évidence le rôle central que jouent des acteurs du secteur privé en mettant à disposition ressources, expertise et réseaux et en s'engageant eux-mêmes activement en faveur de la paix. swisspeace les a publiés dans un Working Paper et dans la série Peace Mediation Essentials. C'est la Division politique IV (DP IV) qui a financé le projet.

Entreprises multinationales

Partant de cette étude, le programme B&P a approfondi la question de l'importance revenant à des entreprises basées

en Suisse et actives à l'échelon international. L'objectif est d'un côté de sensibiliser les entreprises à leur rôle en zones de conflit et d'autre côté de trouver des pistes concrètes quant à la manière dont ces sociétés commerciales peuvent s'engager efficacement dans les zones concernées. Ce projet bénéficie également du soutien financier de la Division politique IV (DP IV).

Le rôle du secteur privé

Comme volet du PRN Nord-Sud (NCCR North-South), le projet de recherche Private Sector in Peace Promotion analyse les facteurs déterminants ainsi que les avantages et les inconvénients du «corporate engagement» dans la promotion de la paix. Mené en collaboration avec le bureau régional du PRN en Asie du Sud (Népal), il doit de plus formuler des directives pratiques pour les entreprises et les instances gouvernementales compétentes. Plusieurs études de cas sont menées dans le cadre du projet, deux prenant la forme de thèses – pour le Sri Lanka et le Népal – et trois celle d'études de cas de petite envergure, sur El Salvador, le Soudan et le nord-est de l'Inde. En 2010, le Sri Lanka, le Népal et le nord-est de l'Inde ont servi de cadre à de premiers séjours de recherche sur le terrain.

Andrea Iff

Coordinatrice du projet Business & Peace



Dans le cadre du Pôle de recherche national Nord-Sud, swisspeace a résolument progressé dans ses travaux de recherche sur ses trois thèmes prioritaires «Conflits environnementaux», «Etats» et «Business & Peace». D'autres étapes importantes ont en outre été franchies vers la création d'une école doctorale dédiée à la thématique Nord-Sud entre les universités de Bâle, Berne et Zurich.

swisspeace est membre du Pôle de recherche national Nord-Sud (NCCR North-South en anglais) depuis 2001. Ce réseau interdisciplinaire de chercheurs/chercheuses et d'institutions répartis sur quatre continents élabore des pistes de réflexion et d'action permettant de favoriser un développement durable. Le Fonds national suisse (FNS) et la Direction du développement et de la coopération (DDC) financent ce projet à parts égales.

Projets de recherche à vocation pratique

Les trois projets «Environmental Conflicts Revisited», «Negotiating Statehood in Post-Conflict Africa» et «The Role of the Private Sector in Peace Promotion» ont franchi avec succès le cap de leur première année de recherche. Tous les postes de doctorat proposés ont été pourvus et les travaux ont débuté. swisspeace a en outre pris part à une initiative de moindre envergure sur les changements climatiques.

Tous les deux ans, les experts du NCCR se retrouvent dans l'une des régions de recherche. En septembre 2010 la ren-

contre a eu lieu en Ethiopie. C'est dans ce cadre qu'a été organisée une manifestation spécialement destinée au transfert de résultats de recherches sur le terrain politique, à laquelle des représentants de haut rang de l'administration éthiopienne ont pris part, et qui mérite d'être spécialement mentionnée ici.

Universités en réseau

Durant l'été 2010, les universités de Bâle, Berne et Zurich ont signé le contrat scellant la création de l'école doctorale internationale Nord-Sud (International Graduate School – IGS – North-South). Le rectorat de l'Université de Bâle a délégué Laurent Goetschel dans le conseil de l'IGS qui l'a à son tour élu au sein de la direction de l'école. Comme institut associé de l'Université de Bâle, swisspeace est donc bien placée pour prendre une part substantielle à l'établissement des structures prenant le relais du NCCR North-South et à d'éventuels projets de recherche ultérieurs. Lors du second semestre de l'année d'exercice, de premiers jalons ont été posés dans le cadre de la mise en œuvre de l'IGS Nord-Sud pour instituer à la faculté de philosophie et d'histoire de l'Université de Bâle un programme doctoral interdisciplinaire dans lequel la recherche sur les conflits a une place de choix. Didier Péclard, responsable du domaine Etats & conflits à swisspeace, est chargé de la coordination de ce programme.

Laurent Goetschel, chef de projet
Christine Schenk, coordinatrice de projet



Le KOFF étend son rayon d'action

L'an dernier, le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) a poursuivi ses objectifs stratégiques en déployant des activités variées. En font partie l'enracinement durable de la gestion sensible des programmes aux genres et aux conflits, la consolidation des compétences des organisations membres et un bon dialogue sur les enjeux de politique de paix entre protagonistes suisses significatifs. Le KOFF est parrainé par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et 49 organisations non gouvernementales suisses.

Comme les années précédentes, la collaboration avec les membres non gouvernementaux s'est développée positivement en 2010: deux mandats de grande ampleur, l'évaluation de deux projets de pacification – au Rwanda/Caritas et dans le Caucase/EPER – ont été réalisés à côté de consultations plus brèves. Le KOFF a pu ainsi analyser plus en détail des questions méthodologiques sur l'impact, la gestion des programmes sensible aux conflits et le traitement du passé dans des conditions de terrain et sensibiliser à ces questions les membres du KOFF et leurs partenaires sur place. L'éventail des formations a aussi contribué à mieux enraciner des thèmes spécifiques auprès de membres.

Collaboration accrue

Le KOFF a intensifié ses échanges avec des organisations de promotion de la paix actives dans l'observation des droits humains et dans l'accompagnement de défenseurs des droits de l'homme. Ces

dernières souhaitent intégrer davantage les questions d'impact et de gestion du passé dans leurs programmes à l'avenir. Le KOFF prévoit d'orienter plus clairement encore ses activités en fonction des mandats, approches et contextes de travail spécifiques de ses membres.

La représentation active de la Direction du développement et de la coopération (DDC) au sein du Steering Committee du KOFF, l'échange soutenu avec le nouveau réseau Droits humains et conflits de la DDC et le mandat de consultation sur les genres pour l'aide humanitaire de la DDC, confié au KOFF au début 2010, ont soutenu une intense collaboration avec ce membre public. Cette dynamique positive doit s'amplifier encore en 2011, moyennant une étroite collaboration dans le domaine de la formation d'une part et le dialogue sur d'importantes questions politiques telles que l'intervention dans des contextes de fragilité d'autre part.

Les dix ans de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité du Conseil de sécurité de l'ONU ont marqué les activités sur le genre et la promotion de la paix. Le KOFF a étroitement accompagné le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) lors du nouveau lancement du Plan national d'action concernant la résolution 1325 et facilité le processus de consultation avec les ONG. Le nouveau plan d'action a intégré la plupart de leurs suggestions. La réunion commémorative, qui a sensibilisé un large public à la teneur et aux objectifs de la résolution,

a constitué un moment fort. En 2011, l'accent sera placé sur l'accompagnement de l'application du plan d'action.

Le KOFF, une plateforme dynamique

A la veille du référendum d'autodétermination sur le Sud-Soudan, la plateforme Soudan a saisi l'occasion de cette actualité particulière pour débattre de possibles scénarios futurs. De façon inattendue, la série des rencontres sur l'Europe du Sud-Est consacrées aux Roms a occupé le devant de la scène sur la toile de fond de la politique européenne envers les Roms. La table ronde Israël/Palestine s'est assurée la présence d'une éminente personnalité, Richard Goldstone, pour discuter sur le rôle de la Suisse dans la convocation de la conférence des Etats signataires. La table ronde sur l'Afghanistan a vu le jour et devient une plateforme essentielle pour les débats sur les activités de protagonistes de la promotion de la paix et de la coopération au développement dans des contextes fragiles et militarisés. Aux tables rondes sur le Népal et le Sri Lanka, les acteurs de la diaspora revêtent une importance croissante, ce qui ouvre des champs d'action complexes, et du même coup prometteurs, pour le dialogue avec et entre groupes de la diaspora.

Contribution à une politique de paix suisse cohérente

A l'échelon politique, le KOFF a également pu donner une impulsion déterminante pour davantage de cohérence dans la politique suisse de paix. Organisée par le KOFF avec le DFAE, la Division politique

IV (DP IV) du DFAE et le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), la rencontre «3C and the role of civil society» a permis d'entamer un dialogue avec la société civile suisse en vue de la formulation de stratégies cohérentes, coordonnées et complémentaires dans des situations de fragilité. Pour traduire l'approche 3C en actes concrets, des processus analytiques et stratégiques communs sont capitaux; de plus, cette mise en œuvre réclame l'établissement de plateformes de dialogue lançant intégrant des protagonistes publics et privés, civils et militaires. Le KOFF entend tirer parti de cette opportunité pour lancer de tels processus en lien avec des pays spécifiques, le Soudan par exemple.

Cette dynamique positive se doit au grand engagement de l'équipe du KOFF, qui a connu de nouveaux changements en 2010. Suite au changement de direction intervenu en février et au départ d'une collaboratrice de longue date, deux nouvelles collègues travaillent désormais dans les domaines Genre & promotion de la paix et Analyse & impact de la promotion de la paix. Une évaluation externe complète du KOFF aura lieu en 2011, année de son dixième anniversaire.

Ursula Keller
Direction du projet KOFF



BEFORE: entre quasi-résignation et euphorie

En 2010, le chaud et le froid ont alterné pour BEFORE. La remarque vaut pour la Guinée-Bissau, où un nouveau coup d'Etat a eu lieu, et pour la Guinée-Conakry surtout. Ce dernier pays a de nouveau frisé le fiasco mais a retrouvé la voie de la normalisation grâce à des politiciens réfléchis et à l'arbitrage international.

La politique de sécurité n'a pas cours dans une salle d'opération où chacun connaît sa mission et où tout est aseptisé. Bien au contraire: les chirurgiens à son chevet changent en permanence et avec eux les idées quant à la manière d'aider le patient. Les instruments adéquats et les ressources financières pour réussir l'opération de la paix manquent par ailleurs systématiquement.

En Guinée-Conakry, la signature de l'accord de Ouagadougou du 16 janvier 2010 avait fait naître l'espoir que le pays pourrait très rapidement se débarrasser des chaînes autoritaires qui l'entravaient par le passé. Le gouvernement intérimaire du président Konaté et du premier ministre Doré s'apprêtait à prendre les réformes politiques, sociales et économiques nécessaires. Pour ce faire, il s'appuyait sur l'aide publique bilatérale et multilatérale et sur les ONG. BEFORE s'est en particulier donné pour mission d'établir des bases facilitant la réforme des systèmes de sécurité et la création d'un système judiciaire et parlementaire opérationnel.

Les élections: un risque de sécurité

Plus le scrutin présidentiel approchait, plus la pression à réunir la société guinéenne éclatée se faisait vive. Au lieu de remédier aux déficits structurels publics, c'est la crise qu'il a fallu gérer moyennant une médiation entre les femmes de membres de l'armée et les victimes féminines du massacre du 28 septembre, entre les chrétiens et les musulmans et entre Peuls et Malinkés afin d'empêcher une escalade de la violence à la veille d'élections très polarisantes. Longtemps, le succès a été incertain. Le soulagement fut énorme lorsque les affrontements craints n'eurent pas lieu à l'annonce du résultat des élections.

Sensation de déjà-vu en Guinée-Bissau

Contrairement à ce qui s'est produit en Guinée-Conakry, rien ou presque ne changea en Guinée-Bissau. Le coup d'Etat du 1er avril n'a en rien modifié le problème de fond de ce petit Etat: son élite au pouvoir n'aspire pas vraiment à la paix et à la stabilité. Tandis que la population et les membres du parlement veulent le changement, cette élite semble chercher uniquement son avantage personnel. BEFORE soutient certes le processus de réconciliation lancé par le président Sanhá mais fait dépendre un engagement accru de sa part de la réelle prise au sérieux du processus.

Heinz Kruppenacher
Chef du projet BEFORE

En 2010, collaborant avec les organisations non gouvernementales russes FEWER Eurasia et Peace Mission of General Lebed (PMGL), swisspeace a poursuivi ses activités de mise en œuvre du projet Humanitarian Dialogue for Human Security in the North Caucasus (HDNC). Ce dernier recevait l'appui financier de la Division politique IV du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et du Ministère suédois des affaires étrangères.

En 2010, les activités de projet se sont à nouveau focalisées sur l'amélioration de la sécurité humaine: des solutions communes ont été élaborées pour la recherche des personnes disparues et la réhabilitation des victimes tandis que la coopération entre autorités publiques et société civile a simultanément été encouragée. On doit vraisemblablement à cette approche humanitaire le fait que les recommandations du projet aient pu être présentées au président russe, au Conseil de sécurité russe et à d'autres décideurs au plus haut niveau.

Rencontre avec le président russe

À l'issue d'une table ronde tenue en avril 2010 à Moscou, un représentant du projet HDNC a été invité à présenter les recommandations stratégiques du séminaire dans le cadre d'une rencontre avec le président Dimitry Medvedev. Ces dernières ont été transmises au bureau du vice-premier ministre Alexander Khloponin, l'envoyé du président dans le district fédéral du Caucase du Nord. Ces démarches ont

abouti à la proposition d'un mécanisme concret pour trouver les personnes disparues et à la formulation d'un éventail de mesures visant à empêcher les enlèvements et à réduire la menace sur la sécurité humaine moyennant une approche de la société civile.

Accueil favorable réservé au projet

Les autorités russes continuent de faire bon accueil au projet. Cela s'explique notamment par quelques résultats concrets issus du très constructif processus de dialogue. Le conseil du président pour la «société civile et les droits de l'homme» a appuyé sans réserves les recommandations du projet HDNC, et les autorités du Caucase du Nord ont redoublé d'efforts, en particulier en Ingouchie et en Ossétie du Nord, pour rechercher les personnes disparues et identifier les restes humains. La banque de données sur les personnes portées disparues conçue par le projet a apporté de premiers résultats: jusqu'ici, cinq personnes ont pu être identifiées et décentement enterrées par leurs proches.

Heinz Krummenacher
Coordinateur du projet HDNC



Profil plus tranché pour swisspeace

En 2010, swisspeace a attiré l'attention du public suisse en organisant des manifestations et des conférences variées et en prenant part à des débats. Hormis la conférence annuelle, laquelle a de nouveau déclenché un écho très réjouissant dans les médias, le site web nouvellement lancé et la production d'un prospectus ont accru le degré de notoriété des services de la Fondation pour la paix et mieux desiné son profil vers l'extérieur.

swisspeace a porté ses thèmes et compétences à la connaissance d'un public suisse intéressé en menant trois événements publics: avec la DP IV du DFAE, elle a organisé deux réunions bien fréquentées, l'une à l'occasion du dixième anniversaire de la résolution 1325 de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité et l'autre consacrée à «Seeking Justice, Building Peace». C'est une nouvelle fois la conférence annuelle qui a eu le plus fort écho dans le public et les médias.

Résonance médiatique

La conférence annuelle «Ballots or Bullets? The potentials and challenges of elections in conflict contexts» a attiré à Berne près de 200 personnes des instances fédérales, des ONG et des organisations internationales les plus diverses ainsi que des milieux scientifiques. La NZZ, Der Bund et Le Temps ont publié de longs articles de fond sur cet événement. Plusieurs médias électroniques en ont également donné des échos comme Radio DRS, Radio RaBe, la Radio Suisse Romande et swissinfo. A cette occasion,

le personnel de swisspeace a pu prouver ses compétences en matière d'interview, des compétences qu'il avait entraînées lors d'une formation sur les médias. Outre le compte rendu des manifestations, les journalistes ont régulièrement sollicité l'expertise et l'évaluation de swisspeace sur des sujets d'actualité relevant de la politique de paix et de sécurité, lors des élections en Côte-d'Ivoire et en Guinée par exemple.

Nouveau site web mis en ligne

Le site web a été complètement remanié et profite d'une disposition fraîche et moderne, clairement ordonnée, facilitant la navigation. Font notamment leur apparition les quatre domaines thématiques Traitement du passé, Médiation, Analyse & impact de la promotion de la paix et Etats & conflits. Les lecteurs se repèrent d'emblée parmi les projets KOFF, NCCR et BEFORE et parmi les services et les pages consacrées aux différents pays. Le taux de fréquentation du site a pu bondir de 10 % par rapport à l'année précédente. Une nouvelle impulsion énergétique devrait aller de pair avec le lancement du nouveau site web et les mesures promotionnelles en cours.

En plus du site web, la KOFF Newsletter mensuelle informe près de 5'700 lectrices et lecteurs en Suisse et à l'étranger sur les derniers développements importants survenant dans la promotion de la paix.

Christa Dold
Responsable de la communication

Direction

Prof. Laurent Goetschel
Dr Heinz Krummenacher
Dr Anita Müller

Promotion de la paix: analyse & impact

Responsable de programme:

Dr Cordula Reimann (jusqu'au 31.07.2010)

Roland Dittli

Barbara Brank, program officer
Rahel Fischer, program officer
Sidonia Gabriel, program officer

Traitement du passé

Responsable de programme: Jonathan Sisson
et Dr Anita Müller

Sandra Rubli, program officer
Marcel von Arx, program officer

Etats & conflits

Responsable de programme: Dr Didier Péclard

David Lanz, doctorant ProDoc
Nora Nagels, doctorante NCCR N-S
Sandra Rubli, doctorante ProDoc
Martina Santschi, doctorante NCCR N-S
Moritz Wyss, program officer

Médiation

Responsable de programme:

Elisabeth Baumgartner (jusqu'au 31.07.2010)

Matthias Siegfried
Andrea Arnold, stagiaire
Sara Hellmüller, project assistant
Vincent Hug, project assistant
David Lanz, project officer

Pool d'innovation

Responsable de programme:

Prof. Laurent Goetschel

Dr Andrea Iff, responsable du projet
Business & Peace
Annina Bürgin, responsable du projet
Business & Peace (01.07–31.10.2010)
Rina Alluri, research fellow
Business & Peace
Daniela Kohler, assistante
Christine Schenk, coordinatrice NCCR N-S

KOFF

Directrice du projet: Ursula Keller

Barbara Brank, program officer
Roland Dittli, program officer
Rahel Fischer, program officer
Sidonia Gabriel, program officer
Christian Gebhart, project officer
Dr Cordula Reimann, program officer
Jonathan Sisson, program officer
Marcel von Arx, program officer
Christa Dold, éditrice du KOFF Newsletter
Can Günes Deniz, project assistant
Vincent Hug, stagiaire
Gabriela Mirescu, éditrice Working Paper
Céline Morgan, stagiaire / assistante

Dialogue humanitaire

Coordinateur de projet: Jürg Aeberhard

Christian Gebhart, project officer

BEFORE

Directeur de projet: Dr Heinz Krummenacher

Giovanna Bocaccio, stagiaire
Nadina Diday, project officer

Communication

Responsable: Christa Dold

Lukas Krienbuehl, stagiaire

Services centraux

Responsable: Irène Simoud

Tahir Cinar, IT-Manager
Christine Hirschi, finances
Gabriela Kolb, administration
Lena Müller, administration
Luis Patricio, nettoyage
Liliana Rossier, bibliothèque / administration

Service civil

Tobias Affolter
Can Günes Deniz
Lukas Fiechter

Durant l'année considérée, les séries de publications de swisspeace se sont enrichies des titres suivants:

Working Paper

1 | 2010: Lukas Krienbuehl:

Peace with Power-Sharing:
Under which Conditions?

2 | 2010: Andrea Iff, Damiano Sguaitamatti, Rina M. Alluri, Daniela Kohler:

Money Makers as Peace Makers?
Business Actors in Mediation Processes

Peace Mediation Essentials

Nicole Töpperwien: Decentralization,
Special Territorial Autonomy, and Peace
Negotiations

Damiano Sguaitamatti, Andrea Iff, Rina
M. Alluri, Simon J.A. Mason: Business
Actors in Mediation Processes

Weitere Publikationen der swisspeace Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Alluri, Rina M. 2010. Ein neues Image aufbauen – Tourismus und Friedensförderung in Ruanda. In: Tourism Watch, 59/60, September 2010.

Alluri, Rina M. 2010. Auf vermintem Gelände. In: Welt-Sichten, 12/2010-1/2011, pp. 40–42.

Baumgartner, Elisabeth. 2010. Kritik zum Artikel von Professor Leo Montada: Mediation – Pfade zum Frieden: Das «Standardmodell» der Mediation aus der Sicht der internationalen Konfliktmediation. In: Erwägen Wissen Ethik, 20(4).

Bürgin, Annina. 2010. Privatisierung von Sicherheit und Frieden? Einstellungen gegenüber Kooperationen von Streitkräften mit privaten Militärfirmen: eine vergleichende Studie Deutschlands und der USA. Basel: Repro-Flash Megel.

Goetschel, Laurent. 2010. Frieden muss eine Utopie bleiben. In: zoon politikon, 8/2010, pp. 38–41.

Goetschel, Laurent. 2010. Auswirkungen eines EU-Beitritts der Schweiz auf die Neutralität, die Sicherheitspolitik und die Aussenpolitik. In: Thomas Cottier, Rachel Liechti-McKee (eds.) Die Schweiz und Europa. Wirtschaftliche Integration und institutionelle Abstinenz. Zürich: vdf Hochschulverlag, pp. 238–243.

Goetschel, Laurent (ed.). 2011 (forthcoming). The Politics of Peace: From Ideology to Pragmatism? Proceedings of the swisspeace 20th Anniversary Conference. Berlin: LIT Verlag.

Iff, Andrea. 2010. Constitutional Accommodation vs. Integration in Sri Lanka. In: Ana Pararajasingham (ed.). 60 Years of Independence of Sri Lanka. CJPD, pp. 32–57.

Iff, Andrea. 2010. Peace-preserving Federalism. Making Sense of India and Nigeria. Saarbrücken: Südwestdeutscher Verlag für Hochschulschriften.

Krummenacher, Heinz and Can Deniz. 2010. How International Policy Changes in Kivu are Reflected in The FAST Early Warning Data, 2002–2007. Genocide Prevention Advisory Network.

Lanz, David. 2010. Electing the Future of Sudan. Special Report, International Relations and Security Network, Swiss Federal Institute of Technology, Zurich.

Péclard, Didier and Tobias Hagmann. 2010. Negotiating Statehood: Dynamics of Power and Domination in Africa. In: Development and Change, 41(4), pp. 539–562.

Santschi, Martina. 2010. Between Community and Government: Traditional Authorities in Post-Conflict Southern Sudan. In: Tsantsa, 15/2010, pp. 108–111.

Santschi, Martina, Cherry Leonardi, Leben Nelson Moro and Deborah H. Isser. 2010. Local Justice in Southern Sudan. Peaceworks Nr. 66. United States Institute of Peace.

Siegfried Matthias and Simon Mason. 2010. Debriefing Mediators to Learn from Their Experiences. Peacemaker's Toolkit Series. United States Institute of Peace, CSS, swisspeace.

Sisson Jonathan. 2010. A Conceptual Framework for Dealing with the Past. In: Politorbis, 50, 3/2010, pp. 11–15.

Sisson Jonathan. 2010. A Holistic Approach to Dealing with the Past in the Balkans. In: Politorbis, 50, 3/2010, pp. 171–176.

Sisson Jonathan and Mô Bleeker. 2010. Dealing with the Past in Peace Mediation. In: Politorbis Nr. 50, 3/2010, pp. 71–81.

von Arx, Marcel. 2010. Ohne Verfassung kein Frieden in Nepal. In: FriEnt Impulse, 3/2010.

La liste complète des publications, les principaux documents de travail et l'ensemble des rapports annuels figurent sous www.swisspeace.org.

Président

Prof. Hans-Balz Peter, spécialiste d'éthique sociale, Hinterkappelen*

Vice-présidente

Dr Barbara Haering, directrice d'econcept AG, présidente du Conseil de fondation de CIDHG*

Membres

Martine Brunshawig Graf, conseillère nationale, Genève

Dr Erwin Dahinden, brigadier, chef des relations internationales de l'armée, DDPS, Berne

Prof. Alex Eberle, Université de Bâle

Hugo Fasel, directeur de Caritas, Lucerne

Dr Daniel Goldstein, journaliste, Berne

Prof. Christoph Graf, historien, Berne*

Dr Thomas Greminger, ambassadeur, chef de la Division politique IV, DFAE, Berne (jusqu'au 30.11.2010)

Dr Sandra Hedinger, directrice Public Affairs, SwissLife, Zurich*

Prof. Hans Hurni, directeur du Center for Development and Environment, Université de Berne

Dr Josef Lang, conseiller national, Zoug

Prof. Ueli Mäder, sociologue, Université de Bâle

Géraldine Savary, conseillère aux Etats, Lausanne

Prof. Daniel Thürer, directeur de l'Institut de droit international public, Université de Zurich

Prof. Frédéric Varone, politologue, Université de Genève

Prof. Andreas Wenger, responsable du Centre de recherches en politique de sécurité de l'EPF de Zurich

Claude Wild, ambassadeur, chef de la Division politique IV, DFAE, Berne, (depuis le 30.11.2010)

Pasteur Thomas Wipf, président du Conseil de la FEPS, Berne

Wolfgang Wörnhard, médiateur, Zurich*

Salome Zindel-Staehelin, Fédération suisse des femmes protestantes, Ligue suisse des femmes catholiques, Suhr

Observatrice: Katharina Eggenberger, Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la science, Berne

* Membre de la commission du Conseil

Conseil consultatif scientifique et Business Advisory Board 2010

Conseil consultatif scientifique

Présidente

Prof. Sabine Maasen, Université de Bâle

Membres

Prof. Hans-Balz Peter, Université de Berne

Prof. Lars-Erik Cederman, Centre d'études comparatives et internationales (EPF et Uni ZH)

Prof. Barbara Harff, United States Naval Academy, Annapolis

Prof. Hans Hurni, Université de Berne

Prof. Fred Tanner, Centre de politique de sécurité à Genève (GCSP)

Prof. Klaus-Dieter Wolf, Institut universitaire de technologie à Darmstadt et Hessische Stiftung für Friedens- und Konfliktforschung

Business Advisory Board

Président

Dr Rolf Tanner, directeur, Political & Sustainability Risk Management, SwissRe

Membres

Daniel Bloch, directeur général, Camille-Bloch

André Lüthi, directeur général, Globetrotter

Prof. Hans-Balz Peter, spécialiste d'éthique sociale, président du Conseil de fondation de swisspeace

Dr Victor P. Schmid, conseiller en communication

Peter Stämpfli, directeur général de Stämpfli Ltd.

Dr David Wartenweiler, Head of Investment Office, directeur, Horizon21

Dr Barbara Dubach, vice-présidente Corporate Social Responsibility, Holcim

Bilan 2010 (et comparaison avec 2009)

Actifs (en CHF)	2010	2009
Liquidités	840 060	868 600
Créances	222 080	52 686
Impôt anticipé	704	1 194
Régularisation active de fin de période	544 378	615 343
Total de l'actif circulant	1 607 222	1 537 822
Mobilier	7 140	15 250
Machines de bureau, TED	7 475	13 419
Total de l'actif immobilisé	14 615	28 670
Actifs totaux	1 621 837	1 566 492
Passifs (en CHF)		
Créditeurs	196 687	139 852
Régularisation passive de fin de période	1 161 336	1 210 347
Provisions	0	0
Total des capitaux étrangers	1 358 022	1 350 198
Capital de la fondation	290 000	290 000
Report des pertes / bénéfices	-73 706	-66 441
Bénéfices / Pertes de l'année d'exercice	47 521	-7 266
Fonds propres totaux	263 814	216 294
Passifs totaux	1 621 837	1 566 492

Comptes et résultats (et comparaison avec 2009)

Produits (en CHF)	2010	2009
Total des fonds liés aux projets	3 976 441	3 536 416
Autres produits:		
Subvention selon art. 16 de la loi sur la recherche	500 000	500 000
Subvention de l'Uni Bâle	42 243	0
Dons	24 600	22 740
Apport propre / autres recettes	418 084	609 185
Total des autres produits	984 927	1 131 925
Produits totaux	4 961 368	4 668 341
Charges (en CHF)		
Travaux de tiers	1 280 482	1 194 596
Charges de personnel	2 500 300	2 339 306
Autres charges d'exploitation	1 125 518	1 123 560
Résultat financier	3 868	18 146
Résultat extraordinaire	3 679	0
Charges totales	4 913 847	4 675 607
Bénéfices / Pertes	47 521	-7 266

Commentaire:

Les comptes annuels 2010 ont été révisés par Tschumi + Partner Revisions AG. Ils ont été approuvés le 17 mai 2011 par le Conseil de fondation de swisspeace.

Christine Hirschi, responsable des finances



Association de soutien: investissez dans un avenir plus pacifique!

Voilà plus de 20 ans que l'association de soutien constitue un solide pilier de swisspeace. Ses membres épaulent la Fondation pour la paix sur le plan idéal et financier, fournissant ainsi une contribution substantielle aux activités de la fondation pour un monde plus pacifique.

Les membres de l'association de soutien sont issus des sphères politiques et professionnelles: parmi eux figurent en effet tant des politiciennes et des politiciens connus que des étudiants, des diplomates, des retraités engagés et bien d'autres. Ils ont en commun leur intérêt pour les défis de politique de paix et leur engagement en faveur d'une promotion efficace de la paix.

swisspeace invite régulièrement ses membres à des débats sur des sujets actuels de la politique de paix offrant la possibilité de côtoyer de passionnants experts. En 2010, de telles possibilités de rencontre ont été offertes à l'occasion d'un débat sur les tensions entre la justice et la paix et à la conférence annuelle. Lors de l'assemblée annuelle de l'association de soutien, une doctorante de retour d'un séjour de plusieurs mois de recherche sur le terrain au Soudan a débattu des possibilités de contribution à une paix durable qu'allait offrir le référendum sur le Sud-Soudan. Un autre collaborateur a mis en évidence les liens entre la création d'un nouvel Etat au Soudan et les activités conceptuelles de swisspeace sur le thème des Etats.

Fournir sa contribution

Souhaitez-vous contribuer à la recherche sur les conflits politiques et à la promotion de la paix? Devenez membre! Votre cotisation financière annuelle (100 francs pour les particuliers; 50 francs comme cotisation réduite ou cotisation de 500 francs pour les institutions) ou votre don nous permettent de conduire des recherches indépendantes, de promulguer des conseils compétents à des organisations de la promotion de la paix et de mener des activités d'information. Nous pouvons de cette manière poursuivre des projets ne dépendant pas directement d'un mandat payé par des tiers.

Nous vous proposons les prestations suivantes:

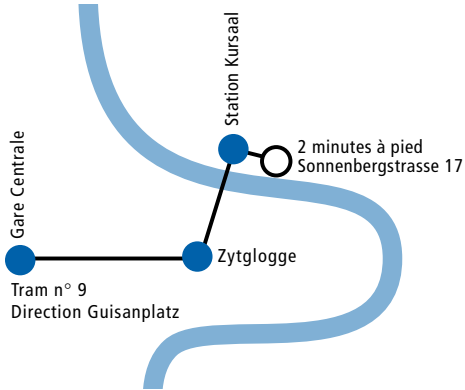
- Des publications de résultats d'études;
- Des invitations à des manifestations favorisant un contact personnel avec des experts de la promotion de la paix;
- Des analyses approfondies de conflits actuels et de mesures de promotion de la paix;
- Une newsletter électronique mensuelle;
- Un accès libre à notre bibliothèque.

Pour tout complément d'information, veuillez nous contacter à l'adresse info@swisspeace.ch ou au 031 330 12 12. Ou devenez membre en ligne sur le site www.swisspeace.org -> join us.

Nous nous réjouissons de votre adhésion!

Lena Müller

Administration de l'association de soutien



Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

swiss
peace

Sonnenbergstrasse 17
Postfach, CH-3000 Bern 7
Tel +41 (0)31 330 12 12
Fax +41 (0)31 330 12 13
info@swisspeace.ch
www.swisspeace.org